

MISE EN LIGNE LE 14-08-2023

Demande déposée le 23/06/2023
Affichage de l'avis de dépôt en mairie le 23/06/2023

N° DP 17306 23 00416

Par : Madame Nathalie GIRAUD
Demeurant à : 34 Avenue MARYSE BASTIE
17200 ROYAN
Pour : Travaux sur construction existante

Sur un terrain sis à : 128 B Boulevard FRANCK LAMY
AM62

Informations complémentaires :
REFECTION TOITURE + DEMOLITION
CONDUIT CHEMINÉE + RENOVATION
TERRASSE + POSE GROUPE
CLIMATISATION + CHANGEMENT DES
MENUISERIES + RAVALEMENT DE
FAÇADES

Le Maire de ROYAN,
Vu la déclaration préalable susvisée ;
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-4 et suivants, R 421-1 et suivants ;
Vu l'arrêté municipal du 06 juillet 2020 portant délégation de signature de Monsieur Didier SIMONNET ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 03 juin 2021 ; Mis à jour le 31 mars 2022 et le 05 juin 2023 ;
Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la création artistique, à l'architecture et au patrimoine transformant les Aires de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P) en Site Patrimonial Remarquable (S.P.R.) ;
Vu l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (A.V.A.P) approuvée par délibération du Conseil Municipal en date du 14 octobre 2019, devenue Site Patrimonial Remarquable (S.P.R.) ;
Vu l'avis DEFAVORABLE de M. l'Architecte des Bâtiments de France en date du 24/07/2023 ;

Considérant l'article R111-27 du code de l'urbanisme qui dispose que le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Considérant l'article UE-5.1 du PLU qui dispose que les constructions doivent présenter une simplicité de volume, une unité d'aspect et de matériaux, compatibles avec la bonne économie de construction, la tenue générale de l'agglomération et l'harmonie du paysage littoral et urbain.

Considérant l'article 3.4.4 de l'AVAP annexée au PLU qui stipule que les équipements de type climatiseur, pompe à chaleur, parabole, aérocondenseurs en outre sur toitures et en façades visibles de la rue sont interdits,
Considérant que le projet consiste en l'implantation en façade sur rue d'un groupe de climatisation.

Considérant l'article 3.4.7 de l'AVAP annexée au PLU concernant les clôtures à l'alignement qui stipule que la hauteur maximale est de 1,50m prise à l'alignement du côté de la voie publique.

Considérant que le projet porte sur la modification d'une clôture à l'alignement de 1,75m de hauteur totale.

Considérant l'avis défavorable de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France :

« Cette demande est une régularisation qui n'est pas acceptée ; en effet, il n'est pas autorisé de poser un bloc "climatisation" sur le balcon : article 3.4.4 de l'AVAP. La clôture sur rue n'est pas conforme au PLU étant supérieure à 1,50 m. Il sera demandé de la doubler d'une haie arbustive.

Le projet de réfection de l'habitation est nécessaire. En ce qui concerne la végétation, il n'y a plus rien sur la parcelle que ce soit côté boulevard Franck Lamy ou Rue Dartagnan. Un projet paysage est attendu avec une strate arborée au moins de 2 sujets (Tilleul tige 14/16 ou érable 16/18) et espace arbustif... »

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE : Une opposition est formulée au projet décrit dans la demande susvisée.
Dans ces conditions les travaux prévus ne seront pas réalisés.

ROYAN, le 07/08/2023

Pour le Maire et par délégation,
Le Premier Adjoint,
Didier SIMONNET



MISE EN LIGNE LE 14-08-2023

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. A cet effet, vous pouvez adresser un recours contentieux au Tribunal Administratif de Poitiers, ou en le déposant en ligne sur l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par Internet (<http://citoyens.telerecours.fr>). Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

INFRACTIONS : Le non-respect d'une autorisation accordée ou des prescriptions émises par le présent arrêté constitue une infraction conformément aux articles L 480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme et est susceptible d'entraîner un procès-verbal et des poursuites judiciaires.

MISE EN LIGNE LE 14-08-2023



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle Aquitaine
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Charente-Maritime

MAIRIE ROYAN
SERVICE DE L'URBANISME
BP 218 C
17205 ROYAN

Dossier suivi par : Lionel MOTTIN

Objet : demande de déclaration préalable

A La Rochelle, le 24/07/2023

numéro : dp3062300416

demandeur :

adresse du projet : 128 BIS BOULEVARD FRANCK LAMY 17200 GIRAUD NATHALIE 1023/23L
ROYAN

nature du projet : Installation et travaux divers

déposé en mairie le : 23/06/2023

reçu au service le : 17/07/2023

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'étant pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou portant atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

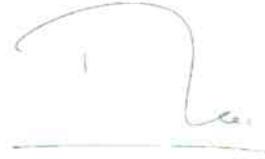
1
Cette demande est une régularisation qui n'est pas acceptée ; en effet, il n'est pas autorisé de poser un bloc "climatisation" sur le balcon : article 3.4.4 de l'AVAP.
La clôture sur rue n'est pas conforme au PLU étant supérieure à 1,50 m.
Il sera demandé de la doubler d'une haie arbustive.

2

MISE EN LIGNE LE 14-08-2023

Le projet de réfection de l'habitation est nécessaire. En ce qui concerne la végétation, il n'y a plus rien sur la parcelle que ce soit côté boulevard Franck Lamy ou Rue D'artagnan. Un projet paysage est attendu avec une strate arborée au moins de 2 sujets (Tilleul tige 14/16 ou érable 16/18) et espace arbustif...

L'architecte des Bâtiments de France



Lionel MOTTIN

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.